

COMMUNICATION FINANCIERE

COMPTES CONSOLIDÉS
31 DECEMBRE 2023

COMPTES SOCIAUX
31 DECEMBRE 2023

Tour Mamounia, Place Moulay
El Hassan, Rabat - Maroc
Tél. : 05 37 66 52 52
Fax : 05 37 66 52 00
comfin@cdgcapital.ma
www.cdgcapital.ma

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS**NOTE 1 : REFERENTIELS APPLICABLES****RÉFÉRENTIEL COMPTABLE**

Les comptes consolidés du Groupe CDG Capital sont établis conformément aux normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS). Le Groupe n'a pas anticipé l'application des nouvelles normes, amendements et interprétations lorsque l'application en 2023 est optionnelle.

BASES DE PRÉSENTATION

En l'absence de modèle standard préconisé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au modèle des états de synthèse proposé au chapitre IV du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

Les états financiers consolidés sont exprimés en milliers de dirhams, sauf mention contraire.

NOTE 2 : PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés de CDG Capital sont établis à partir des comptes individuels de CDG Capital et de toutes les entités sur lesquelles elle exerce un contrôle exclusif, contrôle conjoint ou influence notable.

La nature du contrôle détermine la méthode de consolidation à retenir : intégration globale pour les entités contrôlées exclusivement selon la norme IFRS 10 « États financiers consolidés » et la mise en équivalence pour les entreprises associées et les coentreprises selon la norme IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ».

A fin décembre 2023, le périmètre de consolidation du Groupe CDG Capital inclut les entités ci-après :

Dénomination sociale	31/12/2023		31/12/2022		Méthode de consolidation
	% Intérêt	% Contrôle	% Intérêt	% Contrôle	
CDG Capital	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Consolidante
CDG Capital Gestion	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	intégration Globale
CDG Capital Bourse	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	intégration Globale
CDG Capital Real Estate	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	intégration Globale

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément à la méthode de l'acquisition. Dans le cas d'une première consolidation d'une entité, le Groupe procède dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition à l'évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.

Pour les regroupements d'entreprise intervenus avant le 1^{er} janvier 2007, date de transition au référentiel IFRS pour le Groupe, l'écart d'acquisition (goodwill) est maintenu à son coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon les principes comptables marocains, conformément à l'option offerte par la norme IFRS 1 « Première adoption des normes IFRS ».

Les écarts d'acquisition font l'objet d'une revue régulière par le Groupe et de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an.

NOTE 3 : PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**3.1 INSTRUMENTS FINANCIERS**

Les actifs financiers sont classés au coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres ou à la juste valeur par résultat selon le modèle de gestion et les caractéristiques contractuelles des instruments lors de la comptabilisation initiale.

Les passifs financiers sont classés au coût amorti ou à la juste valeur par résultat lors de la comptabilisation initiale.

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés au bilan lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Cette rubrique est constituée des instruments détenus à des fins de transaction, y compris les dérivés, les instruments de capitaux propres pour lesquels l'option d'un classement en juste valeur par capitaux propres n'a pas été retenue, ainsi que les autres instruments de dette qui ne remplissent pas le critère du modèle de gestion « collecte » ou « collecte et vente », ou celui des flux de trésorerie.

Ces instruments financiers sont comptabilisés à leur juste valeur, les frais de transaction initiaux étant directement comptabilisés en compte de résultat. En date d'arrêté, les variations de la juste valeur sont portées en résultat. Il en est de même des revenus, des dividendes et des plus et moins-values de cession réalisées.

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Les instruments de dette sont classés en juste valeur par capitaux propres si les deux critères suivants sont réunis : l'objectif du modèle est atteint à la fois par la perception des flux de trésorerie contractuels et la vente des actifs financiers (« collecte et vente »), et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont comptabilisés à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération. Ils sont évalués ultérieurement à la juste valeur et les variations de valeur de marché sont enregistrées en capitaux propres recyclables. Ces actifs financiers font également l'objet d'un calcul de pertes attendues au titre du risque de crédit.

Par ailleurs, les intérêts sont comptabilisés au compte de résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif déterminé à l'origine du contrat.

Détermination de la juste valeur des instruments financiers

Le Groupe détermine la juste valeur des instruments financiers, soit en utilisant des prix obtenus directement à partir de données externes, soit en utilisant des techniques de valorisation fondées sur l'utilisation au maximum de données observables. Dans ces conditions, les instruments financiers évalués à la juste valeur sont répartis selon la hiérarchie ci-après :

- Niveau 1 : les valeurs de marché utilisées correspondent aux prix cotés sur des marchés réglementés, de même que sur des marchés assimilés, dès lors qu'ils sont actifs ; ce qui

implique l'existence d'un volume et d'une fréquence suffisants de transactions ainsi qu'une disponibilité continue des prix.

- Niveau 2 : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs sont observables sur les marchés. Ces techniques sont régulièrement calibrées pour refléter les conditions actuelles du marché.
- Niveau 3 : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs utilisés sont non observables ou ne peuvent être corroborés par des données de marché (par exemple en raison de l'absence de liquidité de l'instrument ou d'un risque de modèle significatif).

Actifs financiers au coût amorti

Les actifs financiers sont classés au coût amorti si les deux critères suivants sont remplis : le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument afin d'en collecter les flux de trésorerie contractuels (« collecte ») et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

Les actifs financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération ainsi que les commissions liées à la mise en place des crédits. Ils sont évalués ultérieurement au coût amorti. Ces actifs financiers font également l'objet dès l'origine d'un calcul de dépréciation pour pertes attendues au titre du risque de crédit.

Dépréciation des instruments financiers

Le modèle de dépréciation pour risque de crédit est fondé sur les pertes attendues. Le Groupe identifie trois strates (buckets) correspondant chacune à une situation spécifique au regard de l'évolution du risque de crédit de la contrepartie depuis la comptabilisation initiale de l'actif :

- Pertes de crédit attendues à 12 mois (« bucket 1 ») : si, à la date d'arrêté, le risque de crédit de l'instrument financier n'a pas augmenté de manière significative depuis sa comptabilisation initiale, cet instrument fait l'objet d'une provision pour dépréciation pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à 12 mois (résultant de risques de défaut dans les 12 mois à venir).
- Pertes de crédit à maturité pour les actifs non dépréciés (« bucket 2 ») : la provision pour dépréciation est évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie (à maturité) si le risque de crédit de l'instrument financier a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale sans que l'actif financier soit déprécié.
- Pertes de crédit attendues à maturité pour les actifs financiers dépréciés (« bucket 3 ») : Lorsqu'un actif est déprécié, la provision pour dépréciation est également évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à maturité.

Ce modèle est appliqué à l'ensemble des instruments dans le champ de la dépréciation d'IFRS 9, à l'exception des actifs dépréciés dès leur acquisition ou leur émission et des instruments pour lesquels un modèle simplifié est autorisé.

Augmentation significative du risque de crédit

L'augmentation significative du risque de crédit est appréciée sur une base individuelle en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale.

L'appréciation de la détérioration repose notamment sur la comparaison des probabilités de défaut et des notations en date de comptabilisation initiale des instruments financiers avec celles existant en date de clôture.

Définition du défaut

La définition du défaut est alignée avec la réglementation de Bank AL-Maghrib relative aux créances en souffrance, avec une présomption réfutable que l'entrée en défaut se fait au plus tard au-delà de 90 jours d'impayés.

Mesure des pertes de crédit attendues

Les pertes de crédit attendues « ECL : Expected Credit Loss » sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition.

En pratique, pour les expositions classées en strate 1 et en strate 2, les pertes de crédit attendues sont calculées comme le produit de la probabilité de défaut (PD), la perte en cas de défaut (Loss Given Default, LGD) et le montant de l'exposition en cas de défaut (Exposure at Default, EAD) actualisés au taux d'intérêt effectif de l'exposition. Le Groupe applique une LGD forfaitaire de 45% ; taux dérivé de l'approche standard de Bâle II. Lorsque il n'y a pas suffisamment de données pour calibrer les paramètres du risque (PD, LGD), le calcul de l'ECL est fondé sur les pertes et / ou provisions individuelles observées historiquement sur le portefeuille concerné.

Pour les expositions classées en strate 3, les pertes de crédit attendues sont calculées comme la valeur actualisée au taux d'intérêt effectif des déficits de trésorerie sur la durée de vie de l'instrument.

Informations prospectives

Le Groupe prend en compte des informations prospectives à la fois dans l'estimation de l'augmentation significative du risque de crédit et dans la mesure des pertes de crédit attendues.

CDG Capital a fait le choix de mettre en place trois scénarii macro-économiques couvrant un large panel de conditions économiques futures potentielles :

- Un scénario de base qui correspond à la situation actuelle de l'économie marocaine dont la probabilité de réalisation est estimée à 15% ;
- Un scénario optimiste dont la probabilité de réalisation est estimée à 15% ;
- Un scénario adverse où la situation macroéconomique globale du Maroc se dégrade et dont la probabilité de réalisation est estimée à 70%.

Pour l'élaboration desdits scénarii prospectifs, CDG Capital a analysé les principaux facteurs macroéconomiques déterminants et leurs impacts sur le portefeuille actuel. CDG Capital revoit à fréquence annuelle la pertinence et le champ d'application en fonction de l'évolution de la nature et la composition du portefeuille émetteur interne.

Décomptabilisation d'actifs ou de passifs financiers

Le Groupe décomptabilise tout ou partie d'un actif financier (ou d'un groupe d'actifs similaires) lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif expirent ou lorsque le Groupe a transféré les droits contractuels à recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier et la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de cet actif.

Le Groupe décomptabilise un passif financier (ou une partie de passif financier) seulement lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou arrivée à expiration.

3.2 IMMOBILISATIONS

Les immobilisations incluent les immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation ainsi que les immeubles de placement. Elles font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiées, conformément aux dispositions de la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs ».

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition initial, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties linéairement en fonction de leur propre durée d'utilité dès la date de leur mise en service. Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont constitués essentiellement par des logiciels acquis, comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et/ou des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition. Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Les logiciels dont la durée d'utilité est définie sont amortis sur une période allant de 5 à 10 ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

Les coûts d'emprunts relatifs aux capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période de construction ou d'acquisition, sont intégrés dans le coût historique lorsque les actifs concernés sont éligibles selon la norme IAS 23 « coûts d'emprunts ».

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné, qui sont immobilisés.

Les amortissements sont pratiqués linéairement en fonction des durées d'utilité des immobilisations corporelles ou de leurs composants.

- Immeubles et constructions :

	CATEGORIE A	CATEGORIE B	CATEGORIE C	CATEGORIE D
COMPOSANTS	Terrassement	Menuiserie extérieure	Étanchéité	Plomberie et sanitaire
	Gros œuvre	Menuiserie intérieure	Électricité	Détection et protection incendie
		Revêtement sol et mur intérieur	Pré cablage tél. & inf.	Ascenseurs
		Revêtement façade	Grands travaux de construction	Climatisation VMC
		Faux plafond		Stores
		Cloisons amovibles		Peinture Miroiterie
		Faux plancher informatique		Réseau téléphonique
		Couvre joint de dilatation		Signalisation
		Aménagement extérieur		
	DUREE D'UTILITE	70 ans	30 ans	15 ans

- Autres immobilisations corporelles :

Eléments	Durée d'amortissement
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau	5 à 10 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel informatique	5 ans à 20 ans
Agencements et aménagements	10 ans

L'ensemble de ces dispositions concernant les immobilisations corporelles est également appliqué aux actifs corporels détenus par l'intermédiaire d'un contrat de location financement.

Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers et valoriser le capital investi.

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 40 « immeubles de placement », les immeubles de placement sont comptabilisés au coût amorti diminué des éventuelles pertes de valeur, avec indication de la juste valeur en annexes.

3.3 CONTRATS DE LOCATION

La norme IFRS 16 est d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019. Imposant ainsi pour les locataires un modèle visant à comptabiliser au bilan tous les contrats de location « location simple et location financement » :

- Un droit d'utilisation et son amortissement ;
- Un passif de location actualisé.

Le Groupe a retenu la possibilité offerte de ne pas appliquer les dispositions de la norme IFRS 16 aux contrats de courte durée et les contrats portant sur des actifs de faible valeur.

Les principales hypothèses utilisées dans l'évaluation des droits d'utilisation et dettes de location sont les suivantes :

- Les durées de location correspondent à la période non résiliable des contrats, complétée le cas échéant des options de renouvellement dont l'exercice est jugé raisonnablement certain ;
- Le taux d'actualisation utilisé pour le droit d'utilisation comme pour le passif de location est le taux d'emprunt marginal pour une durée correspondant à la durée du contrat.

3.4 ACTIFS NON COURANTS DETENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Lorsque le Groupe décide de vendre des actifs non courants, et lorsqu'il est hautement probable que cette vente interviendra dans les douze mois, ces actifs sont présentés séparément au bilan dans le poste « Actifs non courants destinés à être cédés ». Les passifs qui leur sont éventuellement liés sont présentés séparément dans le poste « Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés ».

Les actifs non courants détenus en vue de la vente et les groupes d'actifs destinés à être cédés sont évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de sortie. A compter de la date d'une telle classification, l'actif cesse d'être amorti.

En cas de perte de valeur constatée sur un actif ou un groupe d'actifs et de passifs, une dépréciation est constatée en résultat. Les pertes de valeur comptabilisées à ce titre sont réversibles.

3.5 IMPOTS DIFFERES

La norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » impose la comptabilisation d'impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs de l'état de la situation financière, à l'exception des goodwill.

Les taux d'impôt retenus sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du passif dans la mesure où ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice.

Le montant d'impôts différés est déterminé au niveau de chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit taxable futur déterminé avec suffisamment de précision sera dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au niveau de l'état du résultat global de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

3.6 COUT DU RISQUE

Le coût du risque comprend, au titre du risque de crédit, les dotations et reprises de provisions couvrant les pertes de crédit attendues à 12 mois et à maturité (buckets 1 et 2), les dotations et reprises de provisions des actifs dépréciés (bucket 3), les pertes sur créances irrécouvrables ainsi que les récupérations sur créances amorties.

3.7 PROVISIONS

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation actuelle juridique ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable.

Les montants comptabilisés sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif. Cet effet est comptabilisé en résultat financier.

Les passifs éventuels hors regroupement d'entreprises ne sont pas comptabilisés. Toutefois, il y a lieu de les mentionner en annexes s'ils sont significatifs.

NOTE 4 : JUGEMENTS UTILISES DANS LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

La préparation des états financiers du Groupe exige du management la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont rattachées.

Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses.

Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur les éléments ci-après :

- Le calcul des pertes de crédit attendues avec plus particulièrement l'évaluation du critère d'augmentation significative du risque de crédit, les modèles et hypothèses utilisés pour la mesure des pertes de crédit attendues, la détermination des différents scénarios économiques et de leur pondération ;
- L'usage de modèles internes pour le calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés sur un marché actif ;
- Des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels (goodwill principalement) ;
- Des provisions pour risque et charges entrant dans le champ d'application de la norme IAS 37.

	31/12/2023	31/12/2022
Charges de personnel		
Salaires et appointements	66 251	59 907
Primes et indemnités	57 507	53 725
Charges d'assurances sociales, et de retraite	13 821	12 930
Autres charges de personnel	8 041	8 049
Total	145 621	134 611

6.7. Amortissements et dépréciations des immobilisations

	31/12/2023	31/12/2022
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	12 606	14 225
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	19 381	21 150
Dotations nettes aux provisions pour dépréciation	-	-
Amortissements et dépréciations des immobilisations	31 987	35 375

6.8. Coût du risque

	31/12/2023	31/12/2022
Dotations aux provisions	1 406	8 149
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	1 406	6 201
Provisions pour dépréciation des titres	-	1 936
Provisions pour risques	-	12
Reprises sur provisions	11 766	7 995
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	2 336	959
Provisions pour dépréciation des titres	7 347	7 035
Provisions pour risques	2 083	-
Variation des provisions	(10 360)	154
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables	-	1 037
Récupérations sur prêts et créances amorties	-	-
Autres pertes	-	-
Coût du risque	(10 360)	1 191

6.9. Charge d'impôt reconnue en état du résultat global

	31/12/2023	31/12/2022
Charge d'impôts courants	26 473	26 090
Charge d'impôts différés	646	7 922
Charge d'impôts de la période	27 119	34 012

6.10. Résultat de base et résultat dilué par action

	31/12/2023	31/12/2022
Résultat Net Part du Groupe	50 746	61 487
Nombre d'actions ordinaires émises	9 300 000	9 300 000
Résultat par action en dirhams	5,46	6,61

NOTE 7 : ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

	31/12/2023	31/12/2022
Engagements de financements et de garantie donnés	2 972 115	2 412 695
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	500 000	-
- Crédits documentaires import	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	500 000	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	130 701	282 333
- Crédits documentaires import	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	116 417	16 089
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	14 284	266 244
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-
- Crédits documentaires export confirmés	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Garanties de crédits données	-	-
- Autres cautions, avals et garanties donnés	-	-
- Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	2 341 414	2 130 363
- Garanties de crédits données	-	-
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	-	-
- Autres cautions et garanties données	2 341 414	2 130 363
- Engagements en souffrance	-	-
Engagements de financements et de garantie reçus	1 341 438	1 141 438
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
- Ouvertures de crédits confirmés	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Autres engagements de financement reçus	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	609 438	409 438
- Garanties de crédits	609 438	409 438
- Autres garanties reçues	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	232 000	232 000
- Garanties de crédits	232 000	232 000
- Autres garanties reçues	-	-

NOTE 8 : INFORMATIONS RELATIVES AU TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres recyclables	Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres non recyclables	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres de clôture 31 décembre 2021	930 000	-	-	265 488	11 441	(13 230)	1 193 698	-	1 193 698
Changement de méthodes comptables	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	(4 611)	-	-	(4 611)	-	(4 611)
Capitaux propres d'ouverture 1^{er} janvier 2022	930 000	-	-	260 876	11 441	(13 230)	1 189 087	-	1 189 087
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	(85 560)	-	-	(85 560)	-	(85 560)
Résultat de l'exercice au 31 décembre 2022	-	-	-	61 487	-	-	61 487	-	61 487
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions (D)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat (E)	-	-	-	-	(13 584)	(7 470)	(21 054)	-	(21 054)
Ecart de conversion : variations et transferts en résultat (F)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)	-	-	-	-	(13 584)	(7 470)	(21 054)	-	(21 054)
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres de clôture 31 décembre 2022	930 000	-	-	236 803	(2 143)	(20 700)	1 143 960	-	1 143 960
Changement de méthodes comptables	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	(4 896)	-	1 560	(3 336)	-	(3 336)
Capitaux propres d'ouverture 1^{er} janvier 2023	930 000	-	-	231 907	(2 143)	(19 140)	1 140 624	-	1 140 624
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat de l'exercice au 31 décembre 2023	-	-	-	50 746	-	-	50 746	-	50 746
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions (D)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat (E)	-	-	-	-	3 892	-	3 892	-	3 892
Ecart de conversion : variations et transferts en résultat (F)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)	-	-	-	-	3 892	-	3 892	-	3 892
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres de clôture 31 décembre 2023	930 000	-	-	282 653	1 749	(19 140)	1 195 262	-	1 195 262

NOTE 9 : INFORMATIONS RELATIVES AU TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

	31/12/2023	31/12/2022
FLUX DE TRÉSORERIE		
1 Résultat avant impôts (A)	77 865	95 499
2 +/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	31 987	35 375
3 +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-
4 +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	(7 347)	(5 100)
5 +/- Dotations nettes aux provisions	(3 013)	6 291
6 +/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-	-
7 +/- Perte nette/gain net des activités d'investissement	-	-
8 +/- Produits/charges des activités de financement	-	-
9 +/- Autres mouvements	-	1 182
10 = Total (2) à (9) des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements (B)	21 626	37 749
11 +/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédits et assimilés	599 951	(423 930)
12 +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	19 434	98 891
13 +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(1 462 194)	1 780 158
14 +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	977 871	(1 203 426)
15 - Impôts versés	(26 473)	(26 090)
16 = Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles (Total des éléments 11 à 15) (C)	108 589	225 603
17 FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRE PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE (Total des éléments A, B et C) (D)	208 080	358 850
18 +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-	-
19 +/- Flux liés aux immeubles de placements	-	-
20 +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(38 117)	(28 144)
21 FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (Total des éléments 18 à 20) (E)	(38 117)	(28 144)
22 +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-	(85 560)
23 +/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	-	100 029
24 FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (Total des éléments 22 et 23) (F)	-	14 469
25 Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	-	-
26 AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (Total des éléments D, E et F)	169 963	345 175
COMPOSITION DE LA TRÉSORERIE	31/12/2023	31/12/2022
27 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE	727 632	382 456
28 Caisse, banque centrales, CCP (actif & passif)	649 249	430 424
29 Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	78 382	(47 968)
30 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLOTURE	897 595	727 632
31 Caisse, banque centrales, CCP (actif & passif)	720 754	649 249
32 Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	176 841	78 382
33 VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	169 963	345 175

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

- Les activités opérationnelles sont représentatives des activités génératrices de produits de CDG Capital et filiales ;
- Les activités d'investissement représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles ;
- Les activités de financement résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres, les dettes subordonnées et les dettes obligataires.

La notion de trésorerie nette comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales et CCP, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

NOTE 10 : INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

	31/12/2023	31/12/2022		
10.1. Preuve d'impôts				
Résultat net de l'ensemble consolidé	50 746	61 487		
Impôts exigibles (IS)	26 473	26 090		
Impôts différés	646	7 922		
Total charge fiscale consolidée IFRS	27 119	34 012		
Résultat de l'ensemble consolidé avant impôts	77 865	95 499		
Taux effectif d'impôt (Total charge fiscale retraitée/résultat comptable IFRS retraité avant impôts)	35%	36%		
Montant de différences de taux mère/filiale	1 747	2 282		
Impôt sur différences temporelles	-	-		
Effet des autres éléments	-	-		
Charge fiscale recalculée	28 866	36 294		
Taux d'impôt légal au Maroc	37,75%	37,00%		
10.2. Variation des impôts différés au cours de la période				
	31/12/2022	Montants reconnus en résultat	Montants reconnus en capitaux propres	31/12/2023
Impôts différés actifs	18 953	646	(3 011)	16 589
Impôts différés passifs	-	-	-	-
Impôts différés actifs / passifs	18 953	646	(3 011)	16 589
10.3. Datation et événements postérieurs				
I DATATION				
• Date de clôture de l'exercice :		31/12/2023		
• Date d'établissement des états de synthèse :		11 mars 2024		
II ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS AU NÉANT		31/12/2023		

NOTE 11 : INFORMATION SECTORIELLE

CDG Capital exerce ses activités sur un seul secteur opérationnel : Banque d'investissement.

NOTE 12 : PASSIFS ÉVENTUELS

Conformément à la législation fiscale en vigueur, les exercices 2020 à 2023 ne sont pas prescrits. Les déclarations fiscales du Groupe CDG Capital au titre de l'impôt sur les sociétés (IS), de la TVA et de l'impôt sur les revenus salariaux (IR), relatives auxdits exercices peuvent faire l'objet de contrôle par l'administration et de rappels éventuels d'impôts et taxes.

Au titre de la période non prescrite, les impôts émis par voie de rôles peuvent également faire l'objet de révision.

NOTE 13 : GESTION DES RISQUES

1. DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

1.1 CADRE GENERAL ET GOUVERNANCE

La gestion des risques liée aux activités de CDG Capital est une composante permanente et transversale qui intervient dans l'ensemble des phases commerciales, opérationnelles, décisionnelles et de suivi des risques.

La mise en œuvre de la politique de gestion globale des risques est assurée, au sein de CDG Capital, à tous les niveaux organisationnels, notamment par le Conseil d'Administration et une multitude d'instances opérationnelles et décisionnelles.

Les principales catégories de risques gérées sont :

- Risque de crédit ;
- Risque de contrepartie ;
- Risque de concentration ;
- Risque sectoriel ;
- Risque pays ;
- Risque de marché ;
- Risques structurels du bilan (Risques de taux et de liquidité) ;
- Risques opérationnels et Plan de Continuité des Activités.

1.2 RISQUE DE CREDIT

Le risque de crédit est défini comme la probabilité qu'une contrepartie (banque, entreprise, office, institution, fonds ou une personne physique) ne remplisse pas ses obligations conformément aux conditions convenues. L'évaluation de cette probabilité de défaut et du taux de recouvrement du prêt ou de la créance en cas de défaut est un élément essentiel dans l'évaluation de la qualité du crédit.

1.2.1 Dispositif de gestion du risque de crédit et de suivi des engagements

CDG Capital a mis en place un corps procédural concernant la maîtrise des risques qui rassemble les concepts, principes et règles à observer durant la vie d'un engagement. Toute opération de Crédit/Engagement nécessite une analyse approfondie de la capacité du client à honorer ses obligations et de la façon la plus efficiente de structurer l'opération, notamment en termes de sûretés, de maturité et de tarification du risque de crédit.

Le Comité d'Engagement (CE) est une instance décisionnelle qui couvre l'ensemble des expositions de la banque, dont le montant dépasse les délégations de pouvoirs en la matière. Il est chargé d'examiner et de statuer sur toute demande de Crédit/Engagement/Exposition de toute nature (activité de marché et de crédit) et contrepartie (entreprise, institution financière, client privé) et sur tout autre dossier que l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements estime nécessaire de présenter.

Le Comité Grands Risques & Stratégie (CGRS) est une instance décisionnelle émanant du Conseil d'Administration de CDG Capital qui a pour rôle d'examiner et de valider toutes les expositions de la banque, dont le montant est fixé par sa charte.

Le dispositif de gestion du risque de crédit repose sur des processus déclinés suivant les segments de contreparties engagées avec la banque :

- Au niveau du segment corporate (grandes entreprises, contreparties financements spécialisés et office). Ce processus est décliné comme suit :
 - Un encadrement au niveau du processus d'octroi des engagements. Ce processus définit le fonds de dossier d'engagement comme étant le point de départ de l'analyse des demandes d'engagement. Ce fond de dossier doit être composé de tous les documents nécessaires à la production de l'avis critique de l'entité Risque de Contrepartie & Suivi des Engagements et de la décision du CE ou du CGRS. Les éléments constitutifs du fond de dossier d'engagement sont insérés au niveau d'une check-list interne.
 - Un système de notation interne dédiée par catégorie de contrepartie.
 - Un dispositif de limites d'exposition calibré sur les notations internes et en respect des seuils prudentiels.
 - Un système de délégation de pouvoir par Direction métier.
 - Un système d'échéancier interne de revue des dossiers de crédit, indépendant de la maturité des concours bancaires accordés.
 - Un dispositif de gestion des engagements sensibles composé de deux listes de suivi interne.
- Au niveau du segment des personnes physiques (PP) : le dispositif de gestion du risque de crédit suit le même processus d'octroi des engagements que celui relatif au marché corporate. Autrement dit, il nécessite une analyse et une appréciation approfondie de la capacité de remboursement de l'emprunteur intégrant le dispositif de garanties proposé.
- Au niveau du segment autre que celui relatif au segment corporate et PP : le dispositif de gestion du risque de crédit repose sur le dispositif de limite interne défini pour chaque contrepartie de la banque. Le calibrage des limites repose sur l'appréciation des fondamentaux économiques et financiers de la contrepartie (y compris notation interne) et sur le respect permanent des seuils prudentiels en la matière.

Par ailleurs, le dispositif de suivi des engagements repose sur la tenue régulière du reporting interne dédié au risque de crédit et au suivi des engagements. Ce dernier reprend l'ensemble des expositions en propre de la banque, de toute nature qu'elles soient issues des activités de crédit ou de marché.

La notation interne joue un rôle principal dans le processus d'octroi des engagements et dans la

gestion des risques liés aux positions prises par la banque. Elle constitue plus généralement un outil d'aide à l'évaluation, à la décision et au suivi du risque de contrepartie.

CDG Capital dispose à ce jour de trois systèmes de notation interne :

- Le système de notation propre aux grandes entreprises (en cours de refonte).
- Le système de notation spécifique aux établissements bancaires (modèle en cours de mise à jour).
- Le système de notation propre à la catégorie de contrepartie des financements spécialisés regroupant les financements de projets et l'immobilier professionnel (en cours de refonte).

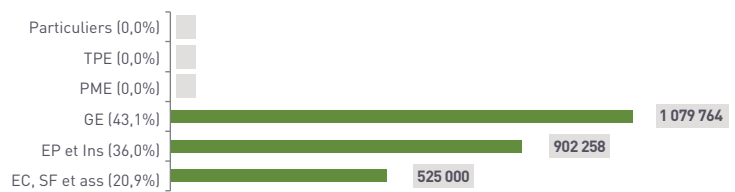
L'exercice de révision des notes est réalisé au moins une fois par an à la réception des liasses fiscales ou encore lors de la revue de portefeuille. Il peut également être provoqué suite à la constatation d'un évènement d'alerte.

Dans un objectif de couverture des risques (crédit et contrepartie) auxquels CDG Capital se trouve exposée, la DGGR a mis en place un dispositif de gestion et d'évaluation des garanties recueillies par la banque. Ce dispositif repose sur le principe que la recherche de garantie est recommandée pour tout type de financement.

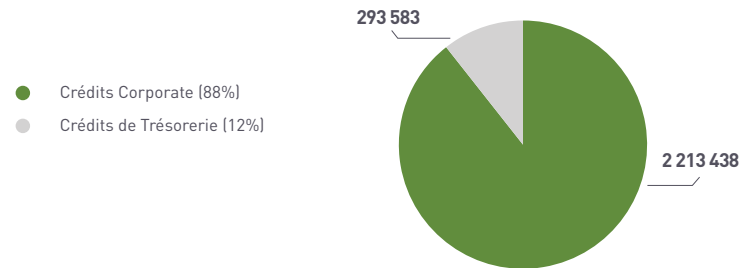
En outre, le risque de contrepartie est la manifestation du risque de crédit à l'occasion d'opérations de marché, d'investissements, et/ou de règlements. Ces opérations comprennent les contrats bilatéraux, que ce soit de gré à gré ou standardisés, qui peuvent exposer CDG Capital au risque de défaut de sa contrepartie. Le montant de ce risque varie au cours du temps avec l'évolution des paramètres de marché affectant la valeur potentielle future des transactions concernées.

1.2.2 Données quantitatives de mesure et de suivi du risque de crédit

La répartition des contreparties de CDG Capital est faite selon une segmentation prudentielle offrant une classification des différents profils de risque. Ci-dessous un aperçu de cette répartition à fin décembre 2023 (en milliers de dirhams) :



Le portefeuille des crédits de CDG Capital demeure constitué essentiellement de deux types d'engagement : les crédits corporate et les crédits court terme



Répartition des engagements «activité de crédit» au 31/12/2023

1.3 RISQUE DE CONCENTRATION

Le risque de concentration est le risque inhérent à une exposition de nature à engendrer des pertes importantes pouvant menacer la solidité financière de CDG Capital ou sa capacité à poursuivre ses activités essentielles. Le risque de concentration peut découler de l'exposition envers des contreparties individuelles, des groupes d'intérêt, des contreparties appartenant à un même secteur d'activité ou à une même région géographique ou des contreparties dont les résultats financiers dépendent d'une même activité ou d'un même produit de base.

La gestion de ce risque est assurée par l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements. Cette dernière centralise l'ensemble des expositions portées par les entités et filières de CDG Capital et permet de disposer en permanence d'un tableau de bord offrant :

- Une vision globale du profil d'exposition aux risques de crédit/contrepartie de la banque et de son évolution ;
- Un outil de pilotage du risque de concentration conformément aux limites internes et réglementaires en vigueur.

1.4 RISQUE PAYS

Le risque pays mesure l'impact potentiel des conditions économiques, financières, politiques ou sociales spécifiques d'un pays étranger sur les créances ou expositions de CDG Capital.

Le dispositif de gestion de ce risque repose sur une combinaison d'analyse des environnements macro et micro économiques et politique du pays et sur les notations externes des souverains attribuées par les agences de rating.

1.5 RISQUES DE MARCHE

1.5.1 Facteurs de risque

Les risques de marché représentent les risques de pertes liées à la variation des paramètres de marché, notamment :

- **Les taux d'intérêt** : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
- **Les taux de change** : le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise ;
- **Les prix** : le risque de prix résulte de la variation de prix et de la volatilité des actions et des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions ;
- **Les spreads de crédit** : le risque de crédit correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution des spreads de crédit sur un émetteur ou sur un panier d'émetteurs. Pour les produits structurés de crédit s'ajoute également le risque de variation de juste valeur lié à l'évolution de la corrélation entre les défauts des émetteurs (base-corrélation).

1.5.2 Modèle interne du risque de marché

L'exposition de CDG Capital aux risques de marché est gérée à travers un ensemble d'indicateurs qui font l'objet d'un suivi permanent et qui sont intégrés dans la gestion opérationnelle des risques de marché au quotidien.

L'élément central du dispositif de contrôle des risques de marché est la Value at Risk (VaR). Développé depuis fin 2010, le modèle interne de Value at Risk (VaR) est homologué par BAM pour le calcul des fonds propres réglementaires et pilotage des risques de marché depuis mars 2013.

La mise en place du modèle interne des risques de marché a permis de doter la banque d'un véritable outil de pilotage et d'aide à la décision qui couvre l'essentiel des activités de marché.

L'évaluation des risques de marché repose sur la combinaison de plusieurs types d'indicateurs de mesure formalisés dans le dispositif de limites internes (DLI) validé par la Direction Générale, donnant lieu à un encadrement par des limites de différentes natures et faisant l'objet d'un suivi quotidien.

La gestion des dépassements est régie par une procédure interne qui fixe les modalités à observer ainsi que la démarche à suivre pour l'obtention d'une autorisation de dépassement de limites.

1.5.3 Dispositif de stress test et adéquation des fonds propres (FP)

Les simulations de scénarios de crise consistent à appliquer des combinaisons de chocs extrêmes aux paramètres de marché dans le but de mesurer l'impact de conditions particulièrement défavorables sur le portefeuille de négociation de la banque.

Le dispositif de stress test constitue un complément au calcul de VaR et les résultats sont un facteur clé dans l'évaluation du niveau des exigences en fonds propres et de l'adéquation de ces derniers compte tenu de l'exposition de la banque aux risques de marché.

1.6 RISQUES STRUCTURELS DU BILAN

La gestion des risques structurels au sein de CDG Capital constitue une composante transverse qui concerne l'ensemble des activités de la banque, à travers une analyse permanente de la structure du bilan et des profils du risque de taux et de liquidité.

Dans ce sens, le dispositif de gestion des risques structurels, validé par les instances de gouvernance de la Banque, s'inscrit dans le cadre des normes professionnelles et réglementaires, des règles définies par le comité de Bâle ainsi que les recommandations de l'autorité de supervision bancaire.

Le risque de taux d'intérêt se définit comme étant le risque que la situation financière de la banque se dégrade suite à une évolution défavorable des taux d'intérêt.

Le suivi du risque de taux d'intérêt s'appuie principalement sur les gaps cumulés de taux d'intérêt à travers le suivi régulier des indicateurs suivants :

- la chronologie de gaps de taux d'intérêt ;
- l'interprétation des gaps mesurés par tranches d'échéances en vue de prévoir les risques encourus face à une baisse ou à une hausse des taux ;
- la sensibilité de la marge d'intermédiation aux différents scénarios d'évolution des taux ;
- le comportement de la marge d'intérêt suite à des scénarios de stress.

A fin décembre 2023, les résultats de scénarii de stress, font ressortir une perte maximale de **4,54%** des FP de base, obtenue sous l'hypothèse d'une hausse des taux courts de 250 bps.

Le risque de liquidité désigne le risque pour la banque de ne pas pouvoir s'acquitter, dans des conditions normales, des engagements financiers prévus.

Le suivi et le pilotage du risque de liquidité est effectué sur la base de deux approches : une approche à court terme via la mesure du ratio de liquidité à court terme stressé, à savoir le Liquidity Coverage Ratio (LCR) et une approche globale basée sur un matching de la nature et des maturités des ressources avec celles des placements de CDG Capital.

L'approche à court terme consiste en un suivi permanent du respect du coefficient réglementaire de liquidité. Ce coefficient constitue, un moyen de mesure de l'adéquation entre les actifs liquides de haute qualité et les ressources exigibles à vue et/ou à court terme. Ce suivi est complété par des scénarios stress test visant à évaluer la capacité de la trésorerie rapidement mobilisable de la banque à couvrir des sorties massives de liquidités.

CDG Capital s'assure du respect permanent de la limite réglementaire du LCR. Ce dernier a affiché des niveaux confortables durant le premier semestre 2023, avec une moyenne de **145%** et un niveau minimum de **113%** en mai 2023.

Le comité Asset and Liabilities Committee (ALCO) constitue l'occasion de présenter au management de la banque la synthèse de l'examen régulier du profil de taux et de liquidité de la banque, l'analyse de l'évolution du ratio de liquidité et les résultats des stress test appliqués.

1.7 RISQUES OPERATIONNELS

CDG Capital a mis en place des processus, des outils de gestion et une infrastructure de contrôle pour renforcer la maîtrise et le pilotage des risques opérationnels dans l'ensemble de ces métiers. Ces dispositifs comprennent, entre autres, des procédures générales et spécifiques, une surveillance permanente, des plans de continuité d'activité, des Comités nouveaux produits et des comités dédiés à la surveillance et la gestion de risques opérationnels.

CDG Capital dispose d'un manuel de procédures qui définit les processus opérationnels des différents segments de ses activités. Ces procédures prévoient des règles de gestion, de contrôle et de séparation de fonction. Elles reposent aussi sur un système de délégation de signature qui permet une définition des responsabilités et une meilleure gestion des « back-up ».

Cette organisation a collaboré, à la mise en place de cartographie des risques par lignes métier qui permet d'identifier, d'évaluer et de contrôler l'ensemble des risques opérationnels.

Contenu de la situation sanitaire mondiale, CDG Capital a mis en place un plan de continuité dédié à la pandémie du « Covid-19 », elle permet d'évaluer l'impact du risque sanitaire sur la continuité d'activité de la banque et met en place des moyens et des procédures, pour traiter éventuellement l'ensemble des risques opérationnels générés par cette crise.

Le démarche ORSA « Opérationnel Risk Self Assessment » mise en place depuis 2019, participe activement au renforcement du dispositif de gestion des risques opérationnel, plusieurs activités de la banque ont connu une refonte globale de leurs dispositifs de gestion des risques opérationnels.

Sécurité de l'information

L'information et plus particulièrement les données numériques constituent une des matières premières principales des activités d'une banque. La dématérialisation quasi achevée, le besoin de rapidité des opérations et leur automatisation toujours plus poussée, renforcent continuellement le besoin de maîtrise du risque relatif à la sécurité de l'information.

CDG Capital dispose d'un Système d'Information (SI) organisé de façon à satisfaire les besoins des pôles métiers dans les meilleures conditions techniques et opérationnelles. On classe les applications en trois catégories :

- Cœur de métier (critique pour l'activité de CDG Capital) ;
- Verticale (SI dédié à une direction de CDG Capital) ;
- Horizontale (Transverse aux directions de CDG Capital).
- La sécurité informatique se traduit à travers 2 principaux axes :
- Sécurité réseau ;
- Sécurité opérationnelle et veille de sécurité.

Depuis 2018, CDG Capital a entamé un premier exercice selon la nouvelle approche de gestion du risque opérationnel, basée sur une démarche décentralisée de gestion du risque à travers des relais risques au niveau des lignes métiers de la banque.

Un suivi des risques, basé sur des niveaux d'appétence, validé par les organes de gouvernance de la banque.

Dans le cadre de la définition de son appétit au risque et conformément à la réglementation en vigueur, la démarche ORSA (Opérationel Risk Self Assessment) de CDG Capital a permis de fixer son niveau de tolérance au risque opérationnel visant à limiter les pertes et à s'assurer que les actions de réduction des risques font l'objet d'un suivi régulier. Cette politique décrit la gouvernance mise en place, le dispositif d'encadrement quantitatif et qualitatif ainsi que le suivi effectué.

Durant l'année 2022, la DGGR a mis en place un système d'information pour la gestion des risques opérationnels (HOPEX IRM) de l'éditeur MEGA. Ce système permet :

- Création d'un référentiel risque opérationnel automatiser ;
- Gestion intégrée du processus de cartographies des risques ;
- La gestion des incidents opérationnels ;
- Le backtesting des risques opérationnels identifiées ;
- Le suivi des plans d'actions relatifs au dispositif de maîtrise des risques ;
- L'édition des tableaux de bords et des reportings risques opérationnels.

Au titre du premier semestre de l'année 2023, la fonction « Risques Opérationnels » est devenue rattachée à une nouvelle direction intitulée « DROC : Direction des Risques Opérationnels et Contrôles ». L'objectif étant d'avoir une vision globale des risques opérationnels potentiels et avérés (incidents) et de leurs dispositifs de maîtrises mis en place (répertoires de contrôles 1^{er} et 2^{ème} niveaux).

La surveillance des pertes internes :

La collecte des pertes internes (mais également des gains et des quasi-pertes) concerne l'ensemble des métiers de CDG Capital, depuis 2012. Ce processus a permis aux opérationnels :

- de définir et mettre en œuvre les actions correctrices appropriées (évolution des activités ou des processus, renforcement des contrôles, etc...) ;
- de s'approprier de nouveaux concepts et outils de gestion des risques opérationnels ;
- d'acquérir une meilleure connaissance de leurs zones de risques ;
- de mieux diffuser une culture du risque opérationnel au sein de la banque et de ces filiales.

1.8 PLAN DE CONTINUITÉ DE L'ACTIVITÉ (PCA)

Les dispositifs de gestion de crise et de continuité d'activité visent à minimiser autant que possible les impacts d'éventuels sinistres sur les clients, le personnel ou les infrastructures, et donc à préserver la réputation de CDG Capital, l'image de ses produits et sa solidité financière. Ils répondent également à une obligation réglementaire. La démarche de mise en place et d'optimisation des dispositifs de continuité d'activité de toute entité de la banque s'appuie sur une méthodologie conforme aux standards. Elle consiste principalement à identifier les menaces qui pèsent sur l'entreprise et leurs effets possibles, à mettre en place une capacité de réponse efficace à divers scénarii de crise.

A ce titre CDG Capital a initié depuis début 2009 la mise en place de son Plan de Continuité d'Activité (y compris la composante Plan de Secours Informatique), afin de se prémunir face à l'éventuelle survenance d'une menace de nature à perturber significativement le bon déroulement de son activité.

Suite à la finalisation du projet de déploiement du PCA en 2017, en incluant les scénarios majeurs précédemment cité, l'année 2019 a été consacrée au lancement de la phase de maintien en conditions opérationnelles du PCA. Ceci nous a permis de s'assurer de la fiabilisation des installations. Aussi, l'année nous a permis de finaliser le projet PCA des filiales CDG Capital Gestion et CDG Capital Bourse.

L'exercice 2022 a été marqué principalement par le maintien du dispositif de continuité sanitaire et le déploiement des règles sanitaire pour faire face à l'évolution de la pandémie et aux engagements opérationnels de CDG Capital.

La continuité d'activité et la santé de nos collaborateurs comme objectif pour dépasser cette crise sanitaire.

Durant le premier semestre de l'année 2023, CDG Capital a participé le 23 et 24 mai 2023 au premier exercice de simulation de crise de la place financière au Maroc. L'objectif étant de contribuer au renforcement de la résilience opérationnelle de la Place, à travers une coordination efficace du plan de continuité d'activité de Bank Al-Maghrib avec celui des acteurs du secteur financier, essentiellement les banques et les infrastructures du marché financier.

2. GESTION DU CAPITAL ET ADEQUATION DES FONDS PROPRES (FP)

2.1 DISPOSITIF DE GESTION DU CAPITAL

Le dispositif de capital Management repose sur les principes directeurs suivants :

- La tenue de la production réglementaire, notamment le pilier 1 de Bâle portant sur la mesure des exigences minimales de fonds propres au titre des risques prudentiels de crédit, marché et opérationnel ;
- La mise en place des outils internes d'évaluation de l'adéquation du capital économique au profil global de risque de la banque ;
- Le contrôle permanent de la capacité des fonds propres prudentiels à absorber les pertes issues de l'application des scénarios de chocs et de stress tests adaptés à la nature des risques encourus ;

- Le pilotage dynamique des fonds propres, à travers l'anticipation des projections futures du capital requis, permettant la maîtrise du niveau de solvabilité issu des orientations budgétaires et du business plan de la banque.

Le processus d'optimisation et d'allocation des fonds propres vise :

- L'analyse la rentabilité ajustée par le risque, à travers l'appréciation de la performance d'une activité / engagement compte tenu des risques encourus ;
- L'affectation prioritaire des FP aux activités assurant un profil rendement / risque convenable ;
- Le pilotage de la stratégie de développement (lancement de nouvelles activités, nouveaux produits, etc...) ;
- Conformité par rapport aux exigences du régulateur en matière de gestion des FP.

2.2 COMPOSITION DES FONDS PROPRES

Les modalités de détermination des fonds propres prudentiels de CDG Capital sont régies par les dispositions de la circulaire N°14/G/2013 relative aux fonds propres des établissements de crédit.

A fin décembre 2023, les fonds propres prudentiels de CDG Capital sur base individuelle sont composés de 64% des fonds propres de catégorie 1, ce pourcentage passe à 68 % sur base consolidée. Ceci s'explique par l'émission d'une dette subordonnée d'un montant de 500 MDH sur 10ans, considérée dans les fonds propres de catégorie 2.

Les fonds propres de catégorie 2 sur base individuelle sont composés des plus-values latentes sur titres de placement et des provisions pour risques généraux conformément aux modalités d'inclusion dictées par Bank Al-Maghrib.

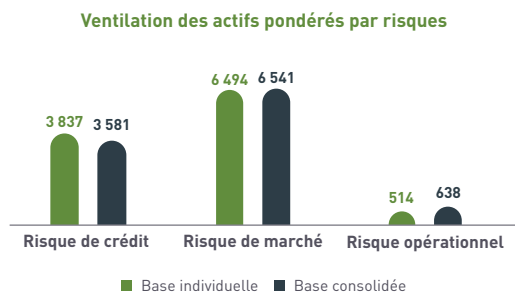
A fin décembre 2023, les fonds propres prudentiels sur base sociale s'établissent à 1 532 Mdhs, contre **1 565 Mdhs** sur base consolidée.

2.3 ACTIFS PONDÉRÉS ET EXIGENCES EN FONDS PROPRES AU TITRE DU RISQUE DE CRÉDIT, RISQUES DE MARCHÉ ET RISQUE OPÉRATIONNEL

Les risques pondérés sont calculés selon les approches suivantes :

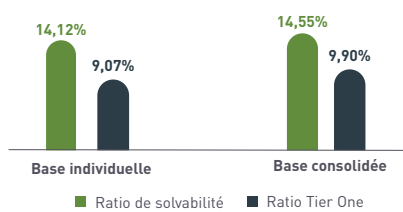
Zone de risque	Approche d'évaluation	Référence réglementaire
Risque de crédit	Méthode standard	Circulaire N° 26/G/2006
Risque de marché pour les produits homologués par la banque centrale	Méthode avancée	Circulaire N° 08/G/2010
Risque de marché relatif aux produits non homologués par la banque centrale	Méthode standard	Circulaire N° 26/G/2006
Risque opérationnel	Méthode indicateur de base	Circulaire N° 26/G/2006

Le graphe ci-dessous présente la ventilation des actifs pondérés à fin décembre 2023 sur base individuelle et consolidée (en millions de dirhams) :



2.4 RATIO DES FONDS PROPRES DE BASE ET SOLVABILITÉ

A fin décembre 2023, les ratios de solvabilité et Tier One sur base individuelle et consolidée se présentent comme suit :



NOTE 14 : DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE

CDG Capital s'est doté depuis sa création d'un système de contrôle interne intégré dont le renforcement continu est au cœur de ses préoccupations. Ce système se base sur les règles de bonne gouvernance, une séparation stricte entre les tâches opérationnelles et les activités de contrôle, un cadrage des responsabilités et une traçabilité intégrale.

Dans ce cadre, CDG Capital a édifié une culture de contrôle interne autour d'un environnement de travail sécurisé et propice au développement durable. Ce dernier est régi par la charte de contrôle interne du groupe CDG Capital et décliné sur le plan opérationnel entre autres par le dispositif et la procédure de contrôle permanent. Notamment, l'ensemble des activités de CDG Capital s'inscrivent dans le cadre d'un système de contrôle à fréquences régulières adaptées à la cotation des risques opérationnels, et ayant pour objectifs de s'assurer que l'ensemble des activités de la banque sont contrôlées et que l'ensemble des risques sont surveillés de façon permanente.

1. DÉFINITION, OBJECTIFS ET NORMES DU CONTRÔLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne « SCI » de CDG Capital se définit par l'ensemble des processus mis en œuvre par la Banque, à tous les niveaux opérationnels et hiérarchiques, destiné à donner, en permanence, une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs ci-après :

- le respect des procédures internes et orientations du management ;
- la conformité des opérations et des procédures internes aux prescriptions législatives et réglementaires ;
- la fiabilité des conditions de collecte, de traitement, de diffusion et de conservation des données comptables et financières, à l'échelle internes et externes ;
- l'efficacité des systèmes d'information et de communication.

Le système de contrôle interne est aussi en évolution continue en termes de ressources humaines, techniques et logistiques adaptés au développement des activités, aux exigences réglementaires et aux ambitions de la banque de pérenniser un atmosphère de confiance et de bonnes pratiques en interne et vis-à-vis des clients.

2. ORGANISATION DU SYSTEME DE CONTROLE INTERNE

Le dispositif de contrôle interne du Groupe CDG Capital est organisé autour de trois lignes de maîtrise des risques, sous la responsabilité de la direction générale et la supervision du Conseil d'administration. Cette organisation peut être illustrée comme suit :

La **première ligne** de maîtrise est constituée par le management opérationnel qui doit veiller au bon fonctionnement et au déploiement du dispositif de contrôle de premier niveau ;

La **deuxième ligne** de maîtrise est opérée par l'entité Contrôle Permanent qui est en charge de la bonne conception et du correct déploiement du dispositif de contrôle permanent en s'appuyant sur les travaux de cartographie des risques de non-conformité et opérationnels.

Le contrôle permanent au sein de CDG Capital est mis en œuvre à tous les niveaux organisationnels et est matérialisé et déployé à travers des répertoires de contrôle couvrant l'ensemble des activités, des plans de supervision et de communication et des restitutions consolidées permettant de tirer des enseignements pertinents et de mettre en place les actions nécessaires. Ses composantes permettent, en effet, de détecter et de régulariser en temps opportun toutes anomalies pouvant survenir courant l'exercice des activités de manière à prévenir tout incident éventuel.

La **troisième ligne** de maîtrise que représente la direction de l'audit interne. Celle-ci apporte une évaluation indépendante et des revues transverses dans un but d'améliorer le dispositif de contrôle en place.

3. MOYENS AFFECTES AU SYSTEME DE CONTROLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne (SCI) comprend des structures dédiées exclusivement aux activités de contrôle déployées au niveau central. D'autres entités jouent un rôle de support de contrôle interne de par la nature de leurs attributions.

Les structures dédiées aux activités de contrôle sont l'audit interne d'une part, et celles en charge, de la gestion des risques, du contrôle permanent, et de la conformité d'autre part. Rattachées au pôle « Pilotage et Contrôle », ces dernières ont pour rôle d'animer les filières de contrôle, de veiller à l'application des dispositifs de contrôle et à la régularisation des anomalies relevées en temps opportun, de centraliser les données relatives à la gestion et la prévention des risques, ainsi que d'élaborer des analyses et de produire des indicateurs relatifs au contrôle interne selon leur périmètre d'actions.

4. COORDINATION DU DISPOSITIF CONTRÔLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne (SCI) de CDG Capital et de ses filiales est organisé en filière selon l'approche subsidiaire. Le contrôle fédéral assure le référentiel et le reporting Groupe et les fonctions du contrôle interne des filiales déploient le dispositif de contrôle dans le respect de la réglementation et des normes Groupe. A cet égard, le système de contrôle interne est assuré au niveau des filiales par le biais de correspondants contrôle permanent dédiés aux activités y afférentes. Les moyens humains déployés et leurs attributions sont proportionnels à la taille et à la nature des activités de chaque structure notamment aux exigences réglementaires en la matière.

Deloitte.

Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C – Tour Ivoire 3 – 3ème étage
La Marina - Casablanca

COOPERS AUDIT

83, Avenue Hassan II
Casablanca

GRUPE CDG CAPITAL

ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION

PROVISOIRE DES COMPTES CONSOLIDES EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2023

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire de CDG CAPITAL et ses filiales (Groupe CDG CAPITAL) comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives relatifs à la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023. Cette situation provisoire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant 1 195 262 KMAD dont un bénéfice net consolidé de 50 746 KMAD.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus ne comportent pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit.

Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit. Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation provisoire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe CDG CAPITAL au 31 décembre 2023, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 28 mars 2024

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit

Deloitte Audit
Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C – Tour Ivoire 3 – 3ème étage
Casablanca
Tél: 0521 42 11 90 / Fax: 0522 27 47 34
Site Web: www.deloitte.ma

Sakina Bensouda-Korachi
Associée

Coopers Audit Maroc S.A

COOPERS AUDIT MAROC
Siège Social: 83 Avenue Hassan II
Casablanca
Tél: 0521 42 11 90 / Fax: 0522 27 47 34

Abdellah Laghchaoui
Associé

Lien vers publications financières :

<https://www.cdgcapital.ma/fr/communication-financiere>

BILAN

ACTIF	31/12/2023	31/12/2022
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	720 748	649 247
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	692 688	721 858
A vue	159 670	96 596
A terme	533 018	625 262
Créances sur la clientèle	2 111 231	1 792 809
Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	731 845	599 143
Crédits et financements participatifs à l'équipement	1 372 561	1 192 266
Crédits et financements participatifs immobiliers	244	701
Autres crédits et financements participatifs	6 581	700
Créances acquises par affacturage		
Titres de transaction et de placement	10 756 143	9 861 250
Bons du Trésor et valeurs assimilées	8 432 396	7 681 292
Autres titres de créance	1 545 638	2 147 927
Titres de propriété	778 110	21 477
Certificats de Sukuk		10 553
Autres actifs	777 273	770 614
Titres d'investissement		
Bons du Trésor et valeurs assimilées		
Autres titres de créance		
Certificats de Sukuk		
Titres de participation et emplois assimilés	249 139	248 313
Participation dans les entreprises liées	198 030	198 030
Autres titres de participation et emplois assimilés	51 108	50 282
Titres de Moudaraba et Moucharaka		
Créances subordonnées		
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar placés		
Immobilisations données en crédit-bail et en location		
Immobilisations données en Ijara		
Immobilisations incorporelles	97 092	80 685
Immobilisations corporelles	8 636	11 462
TOTAL ACTIF	15 412 949	14 136 238

BILAN

PASSIF	31/12/2023	31/12/2022
Banques Centrales, Trésor Public, Service des Chèques Postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5 919 562	5 346 421
A vue	2 077 762	3 120 446
A terme	3 841 800	2 225 974
Dépôts de la clientèle	3 757 757	3 420 157
Comptes à vue créditeurs	2 673 099	2 024 819
Comptes d'épargne		
Dépôts à terme	964 297	1 250 031
Autres comptes créditeurs	120 361	145 307
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs		
Titres de créance émis	2 149 721	2 739 645
Titres de créance négociables émis	2 149 721	2 739 645
Emprunts obligataires émis		
Autres titres de créance émis		
Autres passifs	1 737 349	828 909
Provisions pour risques et charges	72 385	57 649
Provisions réglementées		
Subventions, Fonds publics affectés et Fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées	612 804	612 804
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus		
Ecart de réévaluation		
Réserves et primes liées au capital	170 882	169 318
Capital	930 000	930 000
Actionnaires Capital non versé (-)		
Report à nouveau (+/-)	29 770	66
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)		
Résultat net de l'exercice (+/-)	32 718	31 268
TOTAL PASSIF	15 412 949	14 136 238

HORS BILAN

	31/12/2023	31/12/2022
ENGAGEMENTS DONNES	10 598 263	5 007 868
Engagements de financement donnés en faveur des établissements de crédit et assimilés	500 000	
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	132 048	283 313
Engagements de garantie d'ordre des établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	2 343 067	2 132 382
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer	7 623 148	2 592 173
ENGAGEMENTS RECUS	7 062 363	2 141 438
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	609 438	409 438
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	232 000	232 000
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir	5 720 905	1 000 000
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir		

ETAT DES SOLDES DE GESTION

I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS

(EN milliers de DHS)	31/12/2023	31/12/2022
+ Intérêts et produits assimilés	213 358	136 638
- Intérêts et charges assimilées	285 805	207 286
MARGE D'INTERET	(72 447)	(70 648)
+ Commissions perçues	179 339	162 598
- Commissions servies	9 777	8 128
MARGE SUR COMMISSIONS	169 562	154 470
± Résultat des opérations sur titres de transaction	128 534	36 284
± Résultat des opérations sur titres de placement	47 287	(41 473)
± Résultat des opérations de change	(53 215)	80 141
± Résultat des opérations sur produits dérivés	12 432	57 412
RESULTAT DES OPERATIONS DE MARGE	135 038	132 344
+ Divers autres produits bancaires	41 455	51 349
- Diverses autres charges bancaires	3 468	2 900
PRODUIT NET BANCAIRE	270 140	264 635
± Résultat des opérations sur immobilisations financières	176	(12 321)
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	1 568	1 234
- Autres charges d'exploitation non bancaire	1 434	2 950
- Charges générales d'exploitation	218 584	197 789
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	51 866	52 808
- Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	(2 823)	(6 958)
- Autres dotations nettes de reprises aux provisions	14 736	23 373
RESULTAT COURANT	39 953	36 393
RESULTAT NON COURANT	(614)	(443)
- Impôts sur les résultats	6 621	4 683
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	32 718	31 268

ETAT DES SOLDES DE GESTION (suite)

II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

	31/12/2023	31/12/2022
(+) RESULTAT NET DE L'EXERCICE	32 718	31 268
20 (+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	22 872	26 151
21 (+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	145	12 321
22 (+) Dotations aux provisions pour risques généraux	21 585	32 200
23 (+) Dotations aux provisions réglementées		
24 (+) Dotations non courantes		
25 (-) Reprises de provisions	(7 740)	(8 927)
26 (-) Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	(84)	(18)
27 (+) Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	36	
28 (-) Plus-values de cession des immobilisations financières		
29 (+) Moins-values de cession des immobilisations financières		
30 (-) Reprises de subventions d'investissement reçues		
(+) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	69 532	92 995
31 (-) Bénéfices distribués		85 560
(+) AUTOFINANCEMENT	69 532	7 435

COMPTE DE PRODUITS ET DE CHARGES

COMPTE DE PRODUITS ET DE CHARGES	31/12/2023	31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	969 662	928 340
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	22 074	12 609
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	96 158	57 364
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	95 125	66 666
Produits sur titres de propriété et de certificats Sukuk	41 452	50 669
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Commissions sur prestations de service	179 339	162 598
Autres produits bancaires	535 513	578 436
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	699 522	663 705
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	83 187	59 881
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	88 815	58 623
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	113 803	88 783
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Autres charges bancaires	413 717	456 419
PRODUIT NET BANCAIRE	270 140	264 635
Produits d'exploitation non bancaire	1 568	1 234
Charges d'exploitation non bancaire	1 434	2 950
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	218 584	197 789
Charges de personnel	114 889	104 357
Impôts et taxes	2 526	2 513
Charges externes	63 462	50 784
Autres charges générales d'exploitation	14 836	13 983
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	22 872	26 151
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	23 705	45 658
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	1 406	
Pertes sur créances irrécouvrables		1 037
Autres dotations aux provisions	22 300	44 621
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	11 969	16 922
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	4 228	7 995
Récupérations sur créances amorties		
Autres reprises de provisions	7 740	8 927
RESULTAT COURANT	39 953	36 393
Produits non courants		
Charges non courantes	614	443
RESULTAT AVANT IMPOTS	39 339	35 950
Impôts sur les résultats	6 621	4 683
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	32 718	31 268

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

	31/12/2023	31/12/2022
1 (+) Produits d'exploitation bancaire perçus	928 210	877 671
2 (+) Récupérations sur créances amorties		
3 (+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	1 484	1 216
4 (-) Charges d'exploitation bancaire versées	677 373	647 144
5 (-) Charges d'exploitation non bancaire versées	2 048	4 430
6 (-) Charges générales d'exploitation versées	195 713	171 638
7 (-) Impôts sur les résultats versés	6 621	4 683
I Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	47 939	50 993
Variation des :		
8 (+) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	29 170	(194 275)
9 (+) Créances sur la clientèle	(318 422)	(653 985)
10 (+) Titres de transaction et de placement	(890 665)	1 623 774
11 (+) Autres actifs	(8 028)	397 030
12 (+) Immobilisations données en crédit-bail et en location		
13 (+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	573 142	(643 307)
14 (+) Dépôts de la clientèle	337 600	751 206
15 (+) Titres de créance émis	(589 924)	255 717
16 (+) Autres passifs	908 440	(1 384 130)
II Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	41 314	152 031
III FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	89 253	203 023
17 (+) Produit des cessions d'immobilisations financières		
18 (+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	510	18
19 (-) Acquisition d'immobilisations financières	650	
20 (-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	36 914	32 789
21 (+) Intérêts perçus		
22 (+) Dividendes perçus	41 452	50 669
IV FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	4 398	17 898
23 (+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus		
24 (+) Emission de dettes subordonnées		100 029
25 (+) Emission d'actions		
26 (-) Remboursement des capitaux propres et assimilés		
27 (-) Intérêts versés	22 149	16 561
28 (-) Dividendes versés		85 560
V FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	(22 149)	(2 092)
VI VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+ IV +V)	71 501	218 829
VII TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	649 247	430 418
VIII TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	720 748	649 247

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES

Les comptes individuels de CDG Capital sont établis et présentés conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC). En particulier, les principales méthodes d'évaluation en matière de titres, créances, dettes et immobilisations sont résumées ci-après.

PORTEFEUILLE TITRES

Les règles de classement et d'évaluation appliquées sont les suivantes :

TITRES DE TRANSACTION	TITRES DE PLACEMENT	TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS
Sont logés dans cette catégorie, les titres qui à l'origine sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme et ceux détenus par la banque dans le cadre de son activité de mainteneur de marché.	Cette catégorie concerne les titres détenus dans une optique de placement pour une période indéterminée et que la banque peut être amenée à céder à tout moment	Sont inscrits dans cette catégorie à leur valeur d'acquisition, les titres dont la possession durable est estimée utile à la banque. Ces titres sont ventilés selon les dispositions préconisées par le PCEC en titres de participation, participations dans les entreprises liées et autres titres immobilisés.
Les titres de transaction sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. Les titres cédés sont évalués suivant ces mêmes règles.	Les titres de placement sont enregistrés à leur prix d'acquisition, frais inclus, coupon couru inclus.	A chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis (valeur d'usage, quote-part dans la situation nette, actif net réévalué, discounted cash flow). Seules les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, à la constitution de provisions pour dépréciation.
À chaque arrêté comptable, les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences, résultant des variations de prix de marché, est porté au compte de produits et charges.	À chaque arrêté comptable, les titres sont évalués par référence au prix du marché du jour le plus récent. Les moins-values font l'objet d'une provision pour dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les plus-values ne peuvent être constatées en produits.	

CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET SUR LA CLIENTÈLE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES
Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours: en créances à vue et à terme pour les établissements de crédit; crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, autres crédits pour la clientèle. Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs.	Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.
Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.	
Les créances en souffrance et les provisions y afférentes sont évaluées et comptabilisées conformément à la réglementation en vigueur.	

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET COMPTES CRÉDITEURS DE LA CLIENTÈLE	TITRES DE CREANCES EMIS
Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées selon leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit ; comptes à vue, comptes à terme et autres dépôts pour la clientèle.	<ul style="list-style-type: none"> Les émissions de certificats de dépôt [CD] vanilles sont comptabilisées à leur valeur nominale au taux d'intérêt contractuel. Les émissions de dettes structurées comportant un swap de performance sont évaluées et comptabilisées comme suit : <ul style="list-style-type: none"> La dette représentative du passif (contrat hôte) est comptabilisée à sa valeur nominale ; Le dérivé incorporé (swap de performance) fait l'objet d'une comptabilisation séparée (« split accounting ») en valeur de marché, et les variations de valeur à chaque arrêté comptable sont constatées en résultat (gain ou perte) en contrepartie d'un compte de régularisation.
Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les dettes rattachées.	

ETAT DES DEROGATIONS

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux		
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation	La reconnaissance en comptabilité du dérivé incorporé (swap de performance) associé à l'émission de CD structuré est de nature à : <ul style="list-style-type: none"> Traduire au mieux la réalité économique de l'émission de dette structurée (combinaison d'une émission vanille et d'un swap de performance) Éliminer le mismatch comptable entre d'une part, le passif représenté par les certificats de dépôts qui sont inscrits en comptabilité pour leur montant nominal, et d'autre part, les actifs et contrats de couverture y associés, lesquels sont évalués en valeur de marché (trading) ; 	Au 31/12/2023, la réévaluation au prix du marché du swap de performance a donné lieu à la comptabilisation à l'actif (rubrique "autres actifs") d'un dérivé de MAD 81 millions de dirhams, et s'est traduite par un impact positif sur le résultat net de MAD 17,6 millions.
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse		

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

CREANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	31/12/2023	31/12/2022
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	720 748	11 948	10 353	136 777	879 827	745 234
VALEURS RECUES EN PENSION						
- au jour le jour						
- à terme						
PRETS DE TRESORERIE						
- au jour le jour						
- à terme						
PRETS FINANCIERS		300 000	225 000		525 000	618 333
AUTRES CREANCES		591			591	609
INTERETS COURUS A RECEVOIR		7 307	711		8 018	6 929
CREANCES EN SOUFFRANCE						
TOTAL	720 748	319 847	236 064	136 777	1 413 436	1 371 105

CREANCES SUR LA CLIENTELE

CREANCES	Secteur public		Secteur privé		Total 31/12/2023	Total 31/12/2022
	Entreprises financières	Autre clientèle	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CREDITS DE TRESORERIE	269 938		166 487	292 979	588	729 992
- Comptes à vue débiteurs	258		166 487	183 971	588	351 305
- Créances commerciales sur le Maroc						
- Crédits à l'exportation						
- Autres crédits de trésorerie	269 680			109 008		378 687
CREDITS A LA CONSOMMATION					1 652	2 089
CREDITS A L'EQUIPEMENT	632 000			728 883		1 360 883
CREDITS IMMOBILIERS					244	701
AUTRES CREDITS				6 581		700
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE						
INTERETS COURUS A RECEVOIR	9 502			2 378		11 880
CREANCES EN SOUFFRANCE						21 185
- Créances pré-douteuses						
- Créances douteuses						
- Créances compromises						
TOTAL	911 440	166 487	1 030 820	2 483	2 111 231	1 792 809

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR

TITRES	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 31/12/2023	Total 31/12/2022
			financiers	non financiers		
TITRES COTES	8 123		128	15 242	23 493	21 477
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CREANCE						
CERTIFICATS DE SUKUK						
TITRES DE PROPRIETE	8 123		128	15 242	23 493	21 477
TITRES NON COTES	568 808	9 154 101	831 028	120 814	10 674 751	9 807 609
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES		8 391 284			8 391 284	7 671 994
OBLIGATIONS		762 818	76 411	120 814	960 043	997 529
AUTRES TITRES DE CREANCE	568 808				568 808	1 127 532
CERTIFICATS DE SUKUK						10 553
TITRES DE PROPRIETE			754 617		754 617	
TOTAL	576 931	9 154 101	831 156	136 056	10 698 244	9 829 086

* nets de provisions et hors ICNE

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION	6 734 775	6 734 775	6 734 775			
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	6 398 584	6 398 584	6 398 584			
OBLIGATIONS	336 191	336 191	336 191			
AUTRES TITRES DE CREANCE						
CERTIFICATS DE SUKUK						
TITRES DE PROPRIETE						
TITRES DE PLACEMENT*	4 013 018	4 005 860	3 198 092	6 465	15 121	34 428
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	2 001 881	1 992 730	1 984 600	31	9 182	
OBLIGATIONS	661 045	660 078	642 759	348	2 764	34 428
AUTRES TITRES DE CREANCE	571 151	569 143	570 733	335	2 343	
TITRES DE PROPRIETE	778 942	783 909		5 751	832	

TITRES D'INVESTISSEMENT

BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES
OBLIGATIONS
AUTRES TITRES DE CREANCE
CERTIFICATS DE SUKUK

* hors ICNE

DETAIL DES AUTRES ACTIFS

Actif	Total 31/12/2023	Total 31/12/2022
INSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETES		
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES	76 500	
DEBITEURS DIVERS	700 772	770 614
Sommes dues par l'Etat	254 026	226 296
Débiteurs divers	180 850	279 561
Produit à recevoir	63 958	53 493
Charges constatées d'avance		
Autres comptes	201 939	211 264
TOTAL ACTIF	777 273	770 614

DETAIL DES AUTRES PASSIFS

Passif	Total 31/12/2023	Total 31/12/2022
INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS		
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES	1 549 552	716 298
CREDITEURS DIVERS	187 797	112 611
Sommes dues à l'Etat	98 871	30 363
Créditeurs Divers	11 154	10 043
Dettes Fournisseurs	33 454	29 763
Produits constatés d'avance		
Comptes de Régularisation	44 317	42 443
TOTAL PASSIF	1 737 349	828 909

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette
Participations dans les entreprises liées					
CDG CAPITAL GESTION	GESTION D'ACTIFS	1 000	100%	150 000	150 000
CDG CAPITAL BOURSE	INTERMEDIATION BOURSIERE	27 437	100%	44 510	44 510
CDG CAPITAL REAL ESTATE	GESTION DE FONDS IMMOBILIERS	3 000	100%	3 520	3 520
Autres titres de participation et emplois assimilés					
MAGHREB TITRISATION	TITRISATION	10 000	13,0%	2 004	2 004
SOCIETE MAROCAINE DE GESTION DU FCGD	FINANCIER	1 000	NS	59	59
CHWITER JDID	IMMOBILIER	1 098 768	6,80%	70 274	37 274
Titres de l'activité de portefeuille					
Autres emplois assimilés	FINANCIER			11 917	11 772
TOTAL PARTICIPATIONS				282 284	249 139
EMPLOIS ASSIMILES					
TOTAL GENERAL				282 284	249 139

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Immobilisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions			Cumul	Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortis et/ou prov début de l'ex	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortis sur immo sorties		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	191 499	46 937	11 905	226 531	110 813	18 626		129 439	97 092
- Droit au bail									
- Immobilisations en recherche et développement									
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	190 409	35 794		226 203	110 813	18 626		129 439	96 764
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation en cours	1 090	11 143	11 905	328					328
- Immobilisations incorporelles hors exploitation									
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	67 425	1 882	948	68 358	55 963	4 246	486	59 723	8 636
- IMMEUBLES D'EXPLOITATION	22 324	336		22 660	18 937	1 213		20 149	2 511
Terrain d'exploitation									
Agencement Inst Immeubles d'exploitation, Bureaux	22 324	336		22 660	18 937	1 213		20 149	2 511
Immeubles d'exploitation, Logements de fonction									
- MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	45 100	1 546	948	45 698	37 026	3 033	486	39 573	6 125
Mobilier de bureau d'exploitation	6 681			6 681	4 687	439		5 127	1 554
Matériel de bureau d'exploitation	1 077	27		1 104	923	55		978	126
Matériel informatique	34 875	1 039	152	35 763	29 691	2 299	116	31 874	3 889
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	2 467	480	796	2 151	1 724	241	370	1 595	556
Autres matériels d'exploitation									
- AUTRES IMMOB CORPORELLES D'EXPLOITATION EN COURS									
- IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITAT									
Terrains hors exploitation									
Immeubles hors exploitation									
Mobilier et matériel hors exploitation									
Autres immobilisations corporelles hors exploitation									
Total	258 923	48 819	12 853	294 890	166 776	22 872	486	189 162	105 728

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS

Date de cession ou de retrait	Nature	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur comptable nette	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
06/04/2023	Matériel de transport	192	135	58	109	51	
06/04/2023	Matériel de transport	154	108	46	71	25	
17/04/2023	Matériel de transport	450	128	323	330	8	
17/04/2023	Matériel informatique	152	116	36			36
TOTAL		948	486	462	510	84	36

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2023	Total 31/12/2022
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS		13 276	43 523		56 799	89 909
VALEURS DONNEES EN PENSION	2 316 658		2 818 395		5 135 053	2 101 322
- au jour le jour			1 320 236		1 320 236	
- à terme	2 316 658		1 498 158		3 814 816	2 101 322
EMPRUNTS DE TRESORERIE		25 178	700 000		725 178	3 154 000
- au jour le jour			700 000		700 000	3 030 000
- à terme		25 178			25 178	124 000
EMPRUNTS FINANCIERS						
AUTRES DETTES		180	959		1 139	94
INTERETS COURUS A PAYER	1 322	72			2 353	1 096
TOTAL	2 317 980	38 706	3 562 877		5 919 562	5 346 421

DEPOTS DE LA CLIENTELE

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2023	Total 31/12/2022
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDITEURS	3 793	1 188 837	232 795	214 783	1 640 208	1 386 906
COMPTES D'EPARGNE						
DEPOTS A TERME		665 410	286 420		951 830	709 731
AUTRES COMPTES CREDITEURS	77 076	1 070 984	4 657	260	1 152 977	1 315 864
INTERETS COURUS A PAYER		5 690	7 052		12 742	7 656
TOTAL	80 869	2 930 921	530 924	215 043	3 757 757	3 420 157

TITRE DE CREANCE EMIS

NATURE TITRES (1)	Date de jouissance	Date d'échéance	CARACTERISTIQUES			MONTANT	Dont		Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement (en DH)
			Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement (2)		Entreprises liées	Autres apparentés	
CERTIFICATS DE DEPOTS	26/10/2022	26/10/2029	100	3,04%	INFINE	600 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	26/04/2023	26/04/2024	100	3,74%	INFINE	320 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	28/07/2023	26/07/2024	100	3,56%	INFINE	1 200 000			
TOTAL						2 120 000			

DETTES SUBORDONNEES

NATURE TITRES	Date de jouissance	Date d'échéance	CARACTERISTIQUES			MONTANT	Dont	
			Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement (2)		Entreprises liées	Autres apparentés
EMPRUNT SUBORDONNE	09/03/2021	09/03/2031	100	3,14%	INFINE	500 000		
EMPRUNT SUBORDONNE	29/12/2022	Perpetuelle	100	5,37%	INFINE	100 000		
TOTAL						600 000		

PROVISIONS

PROVISIONS	31/12/2022	Dotations	Reprises	Autres variations	31/12/2023
PROVISIONS DEDUITES DE L'ACTIF SUR :	113 925	31 660	46 357		99 227
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	6 584				6 584
Titres de placement	65 477	30 109	46 036		49 550
Titres de participation et emplois assimilés	33 321	145	321		33 145
Immobilisations en crédit-bail et en location					
Autres actifs	8 544	1 406			9 949
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF :	57 649	22 155	7 419		72 385
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature					
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux	56 330	21 585	6 200		71 715
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges	1 319	570	1 219		670
Provisions réglementées					
TOTAL	171 574	53 815	53 777		171 612

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

ENGAGEMENTS	31/12/2023	31/12/2022
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	2 975 115	2 415 695
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	500 000	
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés	500 000	
Engagements de financement en faveur de la clientèle	132 048	283 313
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés	132 048	283 313
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
Crédits documentaires export confirmés		
Acceptations ou engagements de payer		
Garanties de crédits données		
Autres cautions, avals et garanties donnés		
Engagements en souffrance		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	2 343 067	2 132 382
Garanties de crédits données		
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique		
Autres cautions et garanties données	2 343 067	2 132 382
Engagements en souffrance		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	1 341 438	1 141 438
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Autres engagements de financement reçus	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	841 438	641 438
Garanties de crédits	609 438	409 438
Autres garanties reçues	232 000	232 000
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
Garanties de crédits		
Autres garanties reçues		

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL (EN DIRHAM)

Montant du capital	930 000 000
Montant du capital social souscrit et non appelé	0
Valeur nominale des titres	100

Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus		Part du capital détenue %	Pourcentage des droits de vote détenu
		Exercice précédent	Exercice actuel		
CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	9 299 994	9 299 994	100%	100%
MR KHALID SAFIR	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
MR HAMID TAWFIKI	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
MME LATIFA ECHIHABI	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
MR NOUAMAN AL AISSAMI	DIRECTION DU TRESOR ET DES FINANCES EXTERIEURS RABAT	1	1	0%	0%
MR MOHAMED AMINE FILALI	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
MR MOHAMED SULAIMANI	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
Total		9 300 000	9 300 000	100%	100%

CAPITAUX PROPRES

CAPITAUX PROPRES	31/12/2022	Affectation du résultat	Autres variations	31/12/2023
Réserves et primes liées au capital	169 318	1 563		170 881
Réserve légale	67 318	1 563		68 881
Autres réserves	102 000			102 000
Capital	930 000			930 000
Capital appelé	930 000			930 000
Report à nouveau (+/-)	66		29 704	29 770
Résultat net de l'exercice (+/-)	31 268		(31 268)	32 718
TOTAL	1 130 652			1 163 370

ENGAGEMENTS SUR TITRES

	31/12/2023	31/12/2022
Engagements donnés	7 623 148	2 592 173
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer	7 623 148	2 592 173
Engagements reçus	5 720 905	1 000 000
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir	5 720 905	1 000 000

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES

	Opérations de couverture		Autres opérations	
	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2022
Opérations de change à terme			125 874	118 885
Devises à recevoir			1 031 347	1 264 804
Dirhams à livrer			(598 891)	(607 911)
Devises à livrer			(2 203 608)	(2 382 023)
Dirhams à recevoir			1 897 026	1 844 015
Engagements sur produits dérivés			109 440	111 590
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt			109 440	111 590
Engagements sur marchés réglementés de cours de change				
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change				
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments				
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments				

VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées			
Autres titres	405 000		
Hypothèques	546 770		
Autres valeurs et sûretés réelles	18 416 507		
Total	19 368 277		

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du Passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	7 552 785		
Autres titres	480 802		
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
Total	8 033 587		

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE

	D < 1 mois	1 mois < D < 3 mois	3 mois < D < 1 an	1 an < D < 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	159 670			225 000	300 000	684 670
Créances sur la clientèle	365 606	5 602	97 766	161 909	1 468 468	2 099 351
Titres de créance	77 942	477 280	1 469 676	5 825 571	2 069 665	9 920 134
Créances subordonnées						
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Isithmar placés						
Crédit-bail et assimilé						
Ijara						
TOTAL	603 218	482 882	1 567 442	6 212 480	3 838 133	12 704 155
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5 917 209					5 917 209
Dettes envers la clientèle	2 793 186		951 830			3 745 016
Titres de créance émis			1 520 000		600 000	2 120 000
Emprunts subordonnés					600 000	600 000
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Isithmar reçus						
TOTAL	8 710 396		2 471 830		1 200 000	12 382 226

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE*

NOMBRE DE BENEFICIAIRES	TOTAL ENGAGEMENT
13	4 844 060

*Expositions dépassant individuellement 10% des fonds propres prudentiels ou ceux relatifs aux clients constituant un groupe dont l'encours dépasse 10% des FPP

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DU HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE

BILAN	31/12/2023
ACTIF	1 183 287
Valeur en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	136 777
Créances sur la clientèle	
Titres de transaction et de placement et investissement	1 046 510
Autres actifs	
Titres de participation et emplois assimilés	
Créances subordonnées	
Immobilisations données en crédit-bail et location	
Immobilisations incorporelles et corporelles	
PASSIF	27 290
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	25 178
Dépôts de la clientèle	2 112
Titres de créance émis	
Autres passifs	
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	
Dettes subordonnées	
HORS BILAN	31/12/2023
Engagements donnés	2 203 608
Engagements reçus	1 031 347

RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

NATURE	EXERCICE 2023	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILÉS	1 130 652	1 099 384	1 095 009
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE			
1- Produit net bancaire	270 140	264 635	288 904
2- Résultat Avant impôts	39 339	35 950	118 033
3- Impôts sur les résultats	6 621	4 683	28 097
4- Bénéfices distribués	-	85 560	87 420
5- Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)	31 334	4 497	4 590
RESULTAT PAR TITRE (en dirhams)			
Résultat net par action	4	3	10
Bénéfice distribué par action	-	9	9
PERSONNEL			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	81 016	73 345	70 479

MARGE D'INTERET

	31/12/2023	31/12/2022
INTERETS PERCUS	213 358	136 638
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les EC	22 074	12 609
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	96 158	57 364
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	95 125	66 666
INTERETS SERVIS	285 805	207 286
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les EC	83 187	59 881
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	88 815	58 623
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	113 803	88 783

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE

CATEGORIE DES TITRES	31/12/2023	31/12/2022
Titres de placement	452	909
Titres de participation		
Participations dans les entreprises liées	41 000	49 760
Titres de l'activité de portefeuille		
Emplois assimilés		
TOTAL	41 452	50 669

COMMISSIONS

	31/12/2023	31/12/2022
COMMISSIONS PERCUES	179 339	162 598
Commissions sur Fonctionnement de compte	93	176
Commissions sur Actifs en gestion ou en dépôt	86 432	90 637
Produits sur Activités de conseil et d'assistance	32 451	38 617
Autres commissions sur prestations de services	60 363	33 167
COMMISSIONS SERVIS	9 777	8 128
Charges sur moyens de paiement	2 905	1 208
Commissions sur achats et ventes	278	271
Commissions sur droits de garde	5 588	5 847
Autres charges sur prestations	1 006	802

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHÉ

PRODUITS ET CHARGES	31/12/2023	31/12/2022
PRODUITS	535 510	577 755
Gains sur les titres de transaction	202 458	311 736
Plus value de cession sur titres de placement	38 420	12 225
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	41 808	38 917
Gains sur les produits dérivés	37 853	71 987
Gains sur les opérations de change	214 971	142 890
CHARGES	400 472	445 391
Pertes sur les titres de transaction	73 925	275 452
Moins value de cession sur titres de placement	2 832	27 455
Dotations aux provisions sur dépréciation des titres de placement	30 109	65 160
Pertes sur les produits dérivés	25 422	14 576
Pertes sur opérations de change	268 185	62 749
RESULTAT	135 038	132 364

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

CHARGES	31/12/2023	31/12/2022
Charges de personnel	114 889	104 357
Rémunérations du personnel	81 016	73 345
Charges sociales	12 744	12 383
Autres charges	21 129	18 629
Impôts et taxes	2 526	2 513
Charges externes	63 470	50 788
Autres charges générales d'exploitation	14 829	13 979
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	22 872	26 151
TOTAL	218 584	197 789

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

	31/12/2023	31/12/2022
AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES	121 796	122 017
Autres produits bancaires	535 513	578 436
Autres charges bancaires	413 717	456 419
PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRES	134	(1 716)
Produits d'exploitation non bancaires	1 568	1 234
Charges d'exploitation non bancaires	1 434	2 950
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	23 705	45 658
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	11 969	16 922
PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS	(614)	(443)
Produits non courants		
Charges non courantes	614	443

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU PAR POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE DU 01 JANVIER 2023 AU 31 DECEMBRE 2023

1- VENTILATION PAR POLE D'ACTIVITE

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- Activité banque d'affaires	270 140	51 866	39 339
- Autres activités			
TOTAL	270 140	51 866	39 339

2- VENTILATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- Maroc	270 140	51 866	39 339
- Autres zones			
TOTAL	270 140	51 866	39 339

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL

INTITULES	MONTANTS(+)	MONTANTS(-)
I - RESULTAT NET COMPTABLE	32 718	
Bénéfice net	32 718	
Perte nette		
II - REINTEGRATIONS FISCALES	32 473	
1- Courantes	25 238	
- Charges sur exercices antérieurs	1 347	
- Pénalités		
- Charges à réintégrer dot aux provisions	22 991	
- Charges non déductible	868	
- Excédent d'amortissements voitures	31	
2- Non courantes	7 235	
- Impôts sur les sociétés	6 621	
- Contribution à la solidarité	614	
III - DEDUCTIONS FISCALES		47 652
1- Courantes		47 652
- Produits des titres de participations et placement		41 452
- Reprise de provisions		6 200
2- Non courantes		
TOTAL	65 191	47 652
IV - RESULTAT BRUT FISCAL		
Bénéfice brut si T1 > T2 (A)	17 539	
Déficit brut fiscal si T2 > T1 (B)		
V - REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1)		
Exercice n-4		
Exercice n-3		
Exercice n-2		
Exercice n-1		
VI - RESULTAT NET FISCAL		
Bénéfice net fiscal (A - C)	17 539	
OU		
Déficit net fiscal (B)		

VII - CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES
VIII - CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER

Exercice n-4	
Exercice n-3	
Exercice n-2	
Exercice n-1	

(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)

Exercice n-1

DETERMINATION DU RESULTAT COURANT APRES IMPOTS

I DETERMINATION DU RESULTAT	31/12/2023
Résultat courant d'après le compte de produits et charges (+ ou -)	39 953
Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+)	25 238
Déductions fiscales sur opérations courantes (-)	47 652
Résultat courant théoriquement imposable (=)	17 539
Impôt théorique sur résultat courant (-)	7 235
Résultat courant après impôts (=)	32 718

II INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES



DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE AU 31/12/2023

NATURE	Solde au début de l'exercice (1)	Opération comptables de l'exercice (2)	Déclarations de TVA de l'exercice (3)	Solde Fin d'exercice (4=1+2-3)
A- TVA collectée	25 451 891	176 817 430	184 917 630	17 351 692
B- TVA à récupérer	4 965 096	19 435 288	22 534 695	1 865 689
Sur charges	3 357 209	18 206 132	20 184 870	1 378 471
Sur immobilisations	1 607 887	1 229 156	2 349 825	487 218
C- TVA due ou crédit de TVA (A-B)	20 486 796	157 382 142	162 382 935	15 486 003

PASSIFS EVENTUELS

Conformément à la législation fiscale en vigueur, les exercices 2020 à 2023 ne sont pas prescrits. Les déclarations fiscales de CDG Capital au titre de l'impôt sur les sociétés (IS), de la TVA et de l'impôt sur les revenus salariaux (IR), relatives aux dits exercices peuvent faire l'objet de contrôle par l'administration et de rappels éventuels d'impôts et taxes.

Au titre de la période non prescrite, les impôts émis par voie de rôles peuvent également faire l'objet de révision.

AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

	Montants	Montants
A- Origine des résultats affectés		B- Affectation des résultats
Décision de l'AGO du 28/04/2023		RESERVES LEGALES
Report à nouveau	66	RESERVES FACULTATIVES
Résultats nets en instance d'affectation		Dividendes
Résultat net de l'exercice	31 268	RAN
Prélèvements sur les bénéfices		
Autres prélèvements		
Reserves facultatives		
TOTAL A	31 334	TOTAL B
		31 334

EFFECTIFS

EFFECTIFS	31/12/2023	31/12/2022
Effectifs rémunérés	159	161
Effectifs utilisés	159	161
Effectifs équivalent plein temps	159	161
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)		
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	159	161
Cadres (équivalent plein temps)	153	161
Employés (équivalent plein temps)	6	5
dont effectifs employés à l'étranger		

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS

I. DATATION

. Date de clôture (1) 31-déc.-2023
. Date d'établissement des états de synthèse (2) 11-mars-2024

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice.

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indications des événements
	Favorables
	Défavorables



TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS

TITRES	Nombre de comptes 31/12/2023	Montants en milliers de DH 31/12/2023
Titres dont l'établissement est dépositaire	506	106 174 587
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion	3	2 488 442
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	65	51 781 344
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion		
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire	438	51 904 801
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion		

RESEAU

RESEAU	31/12/2023	31/12/2022
Guichets permanents	1	1
Guichets périodiques		
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque		
Succursales et agences à l'étranger		
Bureaux de représentation à l'étranger		

COMPTES DE LA CLIENTELE

COMPTES DE LA CLIENTELE	31/12/2023	31/12/2022
Comptes courants	460	446
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger		
Autres comptes chèques	1 990	1 975
Comptes d'affacturage		
Comptes d'épargne		
Comptes à terme	11	11
Bons de Caisse		
Autres comptes de dépôts	11	8
TOTAL	2 472	2 440

LISTE DES ETATS "NEANT" :

- A3 ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES
- B7 CREANCES SUBORDONNEES
- B8 IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE
- B15 SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE



Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C - Tour Ivoire 3 - 6ème étage
La Marina - Casablanca



83, Avenue Hassan II
Casablanca

CDG CAPITAL

ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION

PROVISOIRE DES COMPTES SOCIAUX
EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2023

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire de CDG CAPITAL comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et une sélection des états des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023.

Cette situation provisoire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant 1 776 175 KMAD, dont un bénéfice net de 32 718 KMAD, relève de la responsabilité des organes de gestion de l'émetteur.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation provisoire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de CDG CAPITAL arrêtés au 31 décembre 2023, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 28 mars 2024

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit

Coopers Audit Maroc S.A



Sakina Bensouda-Korachi
Associée



Abdellah Laghchaoui
Associé

Lien vers publications financières :

<https://www.cdgcapital.ma/fr/communication-financiere>

CDG CAPITAL

Tour Mamounia,
Place Moulay El Hassan,
Rabat - Maroc

Tél. : 05 37 66 52 52

Fax : 05 37 66 52 00

E-mail : comfin@cdgcapital.ma

www.cdgcapital.ma